**Modèle d’arrêté**

***De réintégration suite à une mise en disponibilité et détachement***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20… - …** *(n° d’ordre)*

**Portant réintégration suite à une mise en disponibilité et détachement**

**de** *Madame ou Monsieur* **…** *(Nom et prénom de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article …[[1]](#footnote-1)

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.513-1 à L.513-13, L.514-1 à L.514-8,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié relatif aux positions de détachement, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration**,**

*(Le cas échéant) Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet (lorsque l’arrêté touche un agent qui exerce sur un poste qui n’est pas créé à 100%),*

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale, notamment ses articles 9 et 11,

Vu l’arrêté n° NOR : CPAF1914195A du 19 juin 2019 fixant la liste des pièces justificatives permettant au fonctionnaire exerçant une activité professionnelle en position de disponibilité de conserver ses droits à l’avancement dans la fonction publique territoriale,

Vu l’arrêté n° … *(n° d’ordre)* en date du …, fixant la dernière situation de *Monsieur ou Madame* … *(nom + prénom de l’agent)*, … (grade), au … *(n°)* échelon, indice brut …, indice majoré …, avec une ancienneté de … *(durée d’ancienneté)*,

Vu l’arrêté n° … *(n° d’ordre)* en date du … plaçant *Monsieur ou Madame* … *(prénom + nom)* en disponibilité pour … *(motif de la disponibilité)* à compter du … *(date d’effet)* jusqu’au … *(date)*,

*(Le cas échéant)* Vu l’arrêté ou les arrêtés n° … *(n° d’ordre)* en date du … de renouvellement

Vu le courrier d’information adressé par … *(dénomination de l’organisme d’accueil)* sollicitant le détachement de *Monsieur ou Madame* … *(prénom + nom de l’agent)*,

Vu la demande présentée par *Monsieur ou Madame* … *(prénom + nom de l’agent)*, reçue le … *(date)* sollicitant sa réintégration et son détachement auprès de … *(dénomination de l’organisme d’accueil)* à compter du … *(date)*,

*(Le cas échéant pour un agent relevant d’un cadre d’emplois de sapeur-pompier professionnel)* Vu le certificat d’aptitude physique à l’emploi en date du … formulé par le *médecin agréé OU le Conseil médical*,

Considérant que l’agent est placé en disponibilité depuis le … *(date)*,

Considérant que l’agent, au cours de sa période de disponibilité, a transmis à l’autorité territoriale l’ensemble des pièces lui permettant de bénéficier d’un droit à conservation des droits à avancement d’échelon et de grade pour une durée de …,

OU

Considérant que *Monsieur ou Madame* … *(prénom + nom)* n’a pas justifié au cours de sa période de disponibilité d’une activité professionnelle lui permettant de bénéficier d’un droit à conservation des droits à avancement d’échelon et de grade.

*(Le cas échéant)* Considérant que le fonctionnaire peut bénéficier d’un transfert de ses droits à congés accumulés sur son compte épargne temps.

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Monsieur ou Madame* … *(prénom + nom de l’agent)* est réintégré(e), à compter du … *(date)*,

**Article 2 :**

*Monsieur ou Madame* … *(prénom + nom de l’agent)* *est classé(e) dans les conditions suivantes :*

* *Cadre d’emplois : … (dénomination du cadre d’emplois)*
* *Grade : … (dénomination du grade)*
* *Echelon : … (n° d’échelon),*
* *Indice brut …, Indice majoré …,*
* *Quotité : … (Temps complet OU temps non complet à …/35è)*
* *Avec une ancienneté de … (classement prenant éventuellement en compte la durée du maintien des droits à avancement si l’agent en remplit les conditions)*

**Article 3 :**

*Monsieur ou Madame* … *(prénom + nom de l’agent)* est placé(*e*) en position de détachement auprès de … (*dénomination de l’organisme accueil*) pour une durée de …, à compter du …

**Article 4 :**

Pendant la durée de son détachement, *Monsieur ou Madame* … *(prénom + nom de l’agent)* conserve ses droits à l'avancement et à la retraite dans son cadre d’emplois d’origine. Cet avancement est sans influence sur sa situation individuelle dans l’emploi de détachement.

**Article 5 :**

*(Pour un détachement de courte durée)* *Monsieur ou Madame* … *(prénom + nom de l’agent)* est obligatoirement réintégré(*e*) dans son emploi antérieur à l’expiration de la période de détachement.

*(Pour un détachement de longue durée)* *Monsieur ou Madame* … *(prénom + nom de l’agent)* devra solliciter par écrit sa réintégration ou le renouvellement de son détachement.

**Article 6 :**

Il peut être mis fin au détachement avant le terme fixé par le présent arrêté, à la demande :

* Soit de l’administration ou de l’organisme d’accueil, soit de l’administration d’origine, au moins trois mois avant la date effective de la remise à disposition,
* Soit de *Monsieur ou Madame* … *(prénom + nom de l’agent)* qui cessera d’être rémunéré(*e*) et qui sera placé(*e*) en disponibilité jusqu’à ce qu’intervienne le terme initialement prévu.

**Article 7 :**

*(Le cas échéant)* Les droits à congés accumulés sur le compte épargne-temps de l'agent à la date de sa mutation font l’objet d’une convention financière de transfert entre la collectivité ou l’établissement d’origine et … *(dénomination de l’organisme d’accueil)*

**Article 8 :**

Le *Directeur général des services ou La secrétaire de mairie* *est chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 9 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Loiret et au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 10 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (nom de la catégorie de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

Transmis au Représentant de l’État le :…*(date)*

1. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité)* [↑](#footnote-ref-1)